



CTB TRADE FOR DEVELOPMENT



***COMMERCE ÉQUITABLE
ET COMMERCE DURABLE
AU PÉROU***



ÉDITEUR RESPONSABLE
Carl MICHIELS

COORDINATION
Phenyx43

RÉDACTION
Pascal LAVIOLETTE
Dan AZRIA - Phenyx43

CONCEPTION
Julie RICHTER - Phenyx43

PHOTO COUVERTURE
Cacaocultrice péruvienne - Crédit : Eric Garnier / Alter Eco

Cette publication du Trade for Development
Centre ne représente pas l'avis officiel de la
Coopération belge au Développement

Bruxelles, décembre 2011

<i>INTRODUCTION</i>	<i>5</i>
<i>C'EST LE PÉROU</i>	<i>7</i>
<i>LE COMMERCE ÉQUITABLE AU PÉROU</i>	<i>13</i>
<i>LES AUTRES SYSTÈMES DE CERTIFICATION AU PÉROU</i>	<i>37</i>
<i>CONCLUSION</i>	<i>43</i>

INTRODUCTION

Berceau de l'empire inca, le Pérou abrite quantités de trésors naturels ou culturels parmi les plus précieux au monde, tels le Machu Pichu ou le lac Titicaca. Les modes de vies ancestraux et indigènes perdurent dans les montagnes de la Cordillère et dans la forêt amazonienne. Une forêt qui abrite d'autres joyaux : des écosystèmes d'une richesse exceptionnelle accueillant une flore et une faune insoupçonnables.

En termes économiques, les Péruviens peuvent compter sur de nombreuses ressources naturelles (minerais, pétrole et gaz) et sur d'autres secteurs attrayants (agroalimentaire, pêche et tourisme). Et pourtant, une part importante de la population n'est pas associée aux revenus générés par ces multiples richesses...

Dans ce contexte, le commerce équitable et durable trouve à la fois toute sa légitimité et un écho impressionnant. Le «Comercio Justo» associe prioritairement les laissés-pour-compte, en ville comme en milieu rural, et leur offre des perspectives plus réjouissantes : des revenus décents (donc l'accès aux soins et à l'éducation) et des opportunités de développement socioéconomique de leurs communautés. Très souvent, identité indigène et commerce équitable ou durable sont étroitement liés parce que les projets s'appuient sur ce que les hommes et les femmes connaissent le mieux : des pratiques ancestrales de production, artisanale ou agricole, respectueuses des écosystèmes.



C'EST LE PÉROU

HISTOIRE D'OR ET DE SANG

BIODIVERSITÉ, RICHESSES ET FAIBLESSES

PRINCIPALES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES



HISTOIRE D'OR ET DE SANG

L'empire inca

Une immense région, quelque part dans le nord-ouest de l'Amérique... devenue latine. Il y a plus de 20 000 ans déjà, des tribus y vivent de la chasse et de la cueillette. Et si plusieurs civilisations venues du nord (Chavins, Chinus, Nazcas...) s'y installent vers 1250, c'est essentiellement le peuple inca qui laisse des traces impérissables dans nos mémoires.

Modeste ethnie guerrière arrivée dans la vallée fertile de Cuzco entre le XI^{ème} et le XII^{ème} siècle, les Incas vont progressivement soumettre leurs rivaux et créer un véritable empire. Le plus grand du continent, englobant, à son apogée au début du XVI^{ème} siècle, l'Equateur, l'ouest de la Bolivie, le Pérou, la moitié nord du Chili et l'ouest de l'Argentine actuels.

En 1531, les troupes espagnoles menées par Francisco Pizarro conquièrent la région. Les conquistadors, peu nombreux mais surarmés (épées, fusils et cavalerie), anéantissent les autochtones. La résistance inca est définitivement vaincue.

Un empire s'éteint¹.

Les avancées du Christianisme

Les indigènes appartiennent désormais corps et âme aux Espagnols qui créent, en 1542, la vice-royauté du Pérou, un ensemble regroupant presque toutes les colonies d'Amérique du Sud. Le pays s'impose comme l'une des principales sources de richesses pour la métropole grâce aux mines d'or et d'argent de Potosi. Lima, la capitale, administre le sous-continent, à l'exception des colonies portugaises.

Les populations indiennes, intégrées et évangélisées, sont regroupées en communautés agricoles contrôlées par l'Etat. Enfin ce qu'il en reste... Seul un million d'Indiens, sur les 12 recensés un demi-siècle auparavant, résistera aux maladies infectieuses importées du vieux continent (variole, rougeole, grippe, typhus...). Pour combler ce déficit de main-d'œuvre servile, la colonie importe des esclaves noirs. Progressivement les fractures sociales s'exacerbent entre les créoles, qui contrôlent la vie économique, et les métropolitains, qui disposent du pouvoir politique et administratif.

La période de grâce prend fin vers 1630. L'épuisement des mines d'or plonge alors le pays dans une phase de déclin économique.



Vue panoramique de Cuzco - Crédit : Cacophony

L'indépendance

Les idées révolutionnaires nord-américaines et européennes influencent et amorcent un mouvement de révolte dirigé par l'Argentin José de San Martín et le Vénézuélien Simon Bolívar. Lima tombe aux mains des troupes rebelles le 28 juillet 1821 et, en décembre 1824, les forces royalistes subissent une autre défaite cuisante qui sonne le glas de la domination espagnole. La colonie se scinde. Bolívar hérite du haut Pérou, future Bolivie, tandis que se crée le bas Pérou, le Pérou actuel. Dès 1830, un conflit frontalier oppose le Pérou et l'Équateur. Plusieurs guerres verront ces deux pays s'affronter jusqu'à l'accord de paix définitif signé en 1998. De 1879 à 1884, le Pérou s'allie à la Bolivie, lors de la guerre du Pacifique, pour empêcher le Chili d'annexer une région riche en salpêtre. Le Pérou y perdra les provinces de Tacna (restituée en 1929) et d'Arica.

Le guano, des excréments d'oiseaux marins utilisés comme fertilisant agricole, permet au Pérou de retrouver une certaine prospérité consolidée par l'arrivée d'investisseurs américains et britanniques.

En ce début de XX^{ème} siècle, coups d'États et dictatures se succèdent.

La «stabilité» démocratique

Le Pérou renoue définitivement avec la démocratie en 1980. Alan García, le nouveau président, adopte des mesures sociales en faveur des plus démunis et refuse les recettes libérales préconisées par le FMI. La crise économique et politique s'aggravant, le gouvernement revient en 1988 à une politique d'austérité qui ampute de 40 % le pouvoir d'achat des Péruviens. En outre, les attaques terroristes du Sentier lumineux, un mouvement insurrectionnel communiste qui se lance dans la guérilla début des années 1980, inquiètent les Péruviens

qui élisent à la présidence un candidat d'origine japonaise.

Dès son entrée en fonction en 1990, Alberto Fujimori instaure un régime d'austérité sévère et engage des réformes institutionnelles et économiques en privatisant des entreprises publiques et en créant un climat favorable aux investissements étrangers. Réélu en 1995, Fujimori sera destitué pour corruption et s'exilera au Japon en 2000. Il sera condamné en avril 2009 à 25 ans de prison pour violations des droits de l'homme et création d'un escadron de la mort (enlèvements, disparitions...).

Situation politique actuelle

Succédant démocratiquement à Alejandro Toledo Manrique, l'ancien président García revient au pouvoir en avril 2006. Depuis, le Pérou connaît des performances économiques impressionnantes et la croissance la plus rapide d'Amérique latine.

Toutefois, García doit composer avec l'opposition et convaincre une large partie de la population qui ne bénéficie pas des bienfaits de la croissance et qui l'exprime socialement (grèves, manifestations...).

Un mandat qui s'achève sur un conflit ouvert et sanglant (plusieurs dizaines de morts depuis 2008) avec les populations indigènes. Les communautés indiennes récuse les accords de libre-échange, signés avec les États-Unis en 2006, qui permettent l'exploitation des ressources naturelles des régions amazoniennes. Ces accords sont considérés par les populations indigènes comme une remise en cause des droits patrimoniaux qu'elles revendiquent sur leurs terres ancestrales.



Paysage du Pérou - Crédit : Eric Garnier / Alter Eco

BIODIVERSITÉ, RICHESSES ET FAIBLESSES

Le pays dispose de richesses exceptionnelles.

À commencer, très certainement, par la diversité de ses populations indigènes : plus de 400 000 Indiens répartis dans quelque 65 communautés, essentiellement dans les régions andines et dans l'Amazonie. Il demeurerait même des tribus « non contactées » subsistant dans la forêt tropicale.

Des populations, et des modes de vie ancestraux, menacés par les appétits économiques du gouvernement et par les dégâts engendrés par la mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre les États-Unis et le Pérou pour ouvrir 72% de la forêt amazonienne à l'exploitation de ses ressources naturelles (pétroles, gaz, bois, élevage, agriculture...).

Question biodiversité, le Pérou affiche une très jolie carte de visite : bassin du fleuve Amazone, poumon vert de la planète, zone vierge où l'on compte 70 % des espèces vivantes. Le Pérou est l'un des dix pays possédant une aussi grande richesse écologique avec 84 des 104 écosystèmes existants dans le monde.

Une carte de visite que l'économie de marché risque d'écorner à court ou moyen terme. La déforestation menace la forêt tropicale, ses luxuriantes faune et flore : jaguars, tapirs, singes-araignées, macaques pourraient disparaître à tout jamais. Le littoral subit des pressions identiques en raison de l'urbanisation élevée, de la pollution et de la surpêche.

En tout, 777 espèces végétales et 301 animales seraient gravement menacées...

PRINCIPALES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Sixième du peloton de tête des pays d'Amérique latine, le Pérou tient la forme économique, et ce même si la crise a ramené le taux de croissance de 9,8 % en 2008 (l'un des plus forts au monde) à moins d'1 % en 2009². Dynamisme économique ? Effectivement. Avec 8.9 % en 2010 et des estimations de l'ordre de 8 % pour l'année suivante. Une forme qui repose pour beaucoup sur des finances publiques saines, sur une inflation très faible et sur la politique d'ouverture aux investisseurs étrangers, initiée par Alberto Fujimori lors de son arrivée au pouvoir en 1990, et toujours défendue par l'actuel président Alan Garcia.

Toutefois, malgré un PIB très honorable de 8 000 dollars par habitant, une partie non négligeable de la population, 8 % soit 2,2 millions, doit se contenter d'un peu plus d'un dollar par jour pour subsister. L'économie informelle occupe une place substantielle avec 40 % du PIB et 70 % de l'emploi. La lutte contre la pauvreté est d'ailleurs l'un des objectifs avoués du gouvernement de Lima pour tenter de diminuer la concentration des richesses : 20 % de la population accaparent 52 % des revenus tandis que les 20 % les plus pauvres, habitants de la Sierra, se partagent 4 %.

Deuxième producteur mondial d'argent, sixième en ce qui concerne l'or et le cuivre, le Pérou peut également compter sur d'importantes exportations de zinc et de plomb. L'industrie minière constitue l'un des atouts économiques avec plus de 50 % des exportations. L'exploitation des hydrocarbures renforce ce schéma notamment par la découverte récente d'un nouveau gisement de gaz naturel dans la région de Cuzco (48 milliards de m³).

L'agro-alimentaire constitue le deuxième secteur le plus porteur. La diversité des climats et des sols permet de récolter maïs, riz, canne à sucre, pomme de terre, haricot, café, coton, asperge, tomate. Plus d'un tiers de la population active travaille dans l'agriculture, essentiellement dans les régions vallonnées, à des fins d'exportation (premier pays exportateur d'asperges, d'artichauts et de cannes à sucre), tandis que dans la cordillère des Andes, la culture est quasi exclusivement vivrière.

Grâce aux eaux poissonneuses du Pacifique et à la longueur de son littoral, le Pérou s'est imposé comme le plus grand producteur mondial des produits de la pêche, notamment de farine d'anchois, tout en destinant une part importante des prises aux populations côtières.

Enfin, le secteur du tourisme n'est pas en reste. Le Pérou offre un large choix de destinations archéologiques, historiques, culturelles et écologiques majeures. Depuis les années 1990 et la stabilité du pays, ce secteur se redéveloppe et affiche d'excellents résultats : il génère autant de devises que l'industrie de la pêche ou que celle du pétrole.

Cultures en terrasse près de Cabanaconde
Crédit : Pethrus



Gare de la ville minière de La Oroya
Crédit : Maurice Chédel





Enfants du Pérou et chocolat équitable - Crédit : Eric Garnier / Alter Eco

LE COMMERCE ÉQUITABLE AU PÉROU

COMPRENDRE LE COMMERCE ÉQUITABLE

***LES PARTENAIRES DU
COMMERCE ÉQUITABLE EN AMÉRIQUE LATINE***

***LES INITIATIVES DU
COMMERCE ÉQUITABLE AU PÉROU***

Le commerce équitable est né d'un constat simple : les écarts de richesse entre les populations des pays les plus riches et celles des pays les plus pauvres ne cessent de se creuser malgré les sommes importantes investies dans l'aide au développement.

C'est en 1964, lors de la Conférence des Nations-Unies pour la Commerce et le Développement (CNUCED), qu'est définie pour la première fois la notion de commerce équitable avec comme principe fondateur «Le commerce, pas la charité» («Trade, not Aid»).

Les premiers magasins de commerce équitable s'ouvrent en Europe dans les années 1960, tandis que se mettent en place dans les pays en développement les coopératives et organisations de producteurs qui vont bénéficier de ces échanges plus justes.

LE COMMERCE ÉQUITABLE, C'EST QUOI ?

En 1999, les principales organisations internationales du commerce équitable (la World Fair Trade Organisation WFTO, Fairtrade International - FLO, l'European Fair Trade Association - EFTA et le Network of European World Shops - NEWS³) se sont entendues sur une définition commune :

« Le commerce équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial.

Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au sud de la planète.

Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel.»

Concrètement, le commerce équitable garantit aux producteurs des pays les plus pauvres **des prix d'achat généralement plus rémunérateurs** que les cours mondiaux ainsi qu'**une relative stabilité des prix** et la mise en place **de conditions et de délais de paiement favorables** (voire des possibilités de préfinancement), qui évitent aux paysans et aux artisans de brader leurs produits ou d'avoir recours à des prêts usuraires.

Le prix équitable couvre tous les coûts de production du produit, y compris les coûts environnementaux, et assure aux producteurs un niveau de vie décent.

De plus, les acheteurs du commerce équitable s'engagent à **verser des primes supplémentaires dites «de développement»** qui sont utilisées pour la réalisation d'investissements productifs et/ou de programmes sociaux (alphabétisation, accès aux soins, etc.).



Coopérative APOQ - Crédit : TMax Havelaar-Stiftung

Pour soutenir la mise en œuvre de ce système économique, ces organisations ont défini les 11 GRANDS PRINCIPES à respecter

- 1. Créer des opportunités pour les producteurs économiquement en situation de désavantage.*
- 2. Favoriser la transparence et la crédibilité.*
- 3. Encourager la capacité individuelle.*
- 4. Promouvoir le commerce équitable.*
- 5. Garantir le paiement d'un prix juste.*
- 6. Veiller à la non discrimination (égalité des sexes) et à la liberté d'association.*
- 7. Assurer des conditions de travail décentes.*
- 8. Proscrire le travail des enfants.*
- 9. Protéger l'environnement.*
- 10. Encourager des relations commerciales fondées sur la confiance et le respect mutuel.*
- 11. Promouvoir le respect et la diffusion de l'identité culturelle valorisée dans les produits et procédés de production (nouveau critère).*

Depuis 1988 et la création, d'une part, de la WFTO, l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable (qui s'appelait l'IFAT, l'Association Internationale du Commerce Equitable jusqu'en 2009), et le lancement du label Fairtrade Max Havelaar, d'autre part, on observe l'émergence et la coexistence de deux grandes filières de régulation du commerce équitable : la filière labellisée et la filière intégrée.

FILIERE LABELLISÉE ET FILIERE INTEGRÉE

Mode d'organisation historique du commerce équitable, **la filière intégrée** présente comme caractéristique principale le fait que tous les acteurs intervenant dans l'élaboration et la commercialisation du produit (producteur, transformateur, importateur et points de vente) sont engagés dans le commerce équitable et se conforment volontairement à ses principes.

Avec ses 400 organisations membres (dont une majorité dans les pays en développement) représentant l'ensemble des maillons de la chaîne du commerce équitable (producteurs, transformateurs et distributeurs), **la WFTO, l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable**, est considérée depuis sa création en 1989 comme le principal coordinateur de la filière intégrée. Depuis peu, la WFTO est occupée à développer son propre système de certification, le WFTO Fair Trade System.

La filière labellisée repose sur la certification du produit commercialisé. Les entreprises qui élaborent ces produits s'engagent à respecter un cahier des charges précis et à s'approvisionner auprès d'organisations de producteurs des pays en développement (souvent des coopératives) qui ont été agréées par l'organisme de labellisation (organisation indépendante qui certifie le respect des critères définis pour l'attribution du label).

Les produits labellisés peuvent ensuite être commercialisés dans n'importe quel point de vente, y compris la grande distribution classique.

Le label Fairtrade Max Havelaar est le plus célèbre d'entre eux mais il en existe d'autres (Fair for Life, FairWild, Ecocert ESR, Naturland Fair, notamment) qui proposent des approches ou des logiques spécifiques.



La coexistence de ces deux filières illustre l'existence de visions différentes du commerce équitable, qui portent en particulier sur le type de relations à établir avec les acteurs économiques privés (multinationales, grande distribution) et sur des divergences entre une vision de développement (et de dénonciation du commerce international) d'une part, et une perspective commerciale reposant sur l'engagement volontaire, d'autre part.

Les organisations de commerce équitable d'Amérique latine sont, pour la plupart, fédérées par des organisations «coupoles» qui les représentent au niveau international.

LES PARTENAIRES DU COMMERCE ÉQUITABLE EN AMÉRIQUE LATINE

Nelly Escurra Chuco, Coopérative Agropia - Crédit : Agropia / Équitable



WFTO Latina América

La WFTO-Latin America (WFTO-LA) est le chapitre régional de l'Organisation Mondiale du Commerce Équitable (WFTO, ex-IFAT) pour l'Amérique latine. A ce titre, l'organisation, dont le siège est au Paraguay, fédère et représente les organisations de producteurs membres de la WFTO sur l'ensemble du continent.

Avec comme objectif principal l'amélioration des conditions de vie des petits producteurs, la WFTO-LA se mobilise pour renforcer la capacité de ses membres à conquérir de nouveaux marchés en les assistant dans le développement de leurs produits et ce, dans le respect des principes du commerce équitable. En tant qu'organisation continentale, WFTO-LA se distingue par son engagement à promouvoir les identités culturelles traditionnelles des petits producteurs (amérindiens en particulier) et par ses efforts pour favoriser le développement du commerce équitable aux niveaux national et régional (Sud-Sud). Au Pérou, la WFTO-LA compte huit membres dont CIAP, Minka, Candel, Cenca et Manos Amiga⁴.

Soutenir le commerce équitable en Amérique latine

En réponse aux demandes de nombre de ses membres à travers le monde, la WFTO développe depuis peu son propre système de certification, le WFTO Fair Trade System, présenté comme «un système de certification global, efficace et léger conçu pour transformer n'importe quelle activité économique en activité durable et équitable.»⁵

Cette nouvelle certification présente certains avantages évidents pour les coopératives, filières, entreprises et associations de producteurs des pays en développement. En effet, à la différence du label Fairtrade Max Havelaar, elle s'applique à toute l'organisation et à l'ensemble de ses produits et services et doit permettre de viser tant les marchés locaux que ceux d'exportation. Concrètement, le fait d'être en conformité avec cette norme volontaire WFTO Fair Trade System atteste

qu'une organisation a mis en place un ensemble de pratiques et de procédures démontrant sa bonne gestion sur les plans social, économique et environnemental. Au terme d'un audit fructueux, mené par une tierce partie indépendante, le produit vendu par l'organisation certifiée peut être revêtu d'un label attestant que sa provenance et sa production respectent les principes et les pratiques du commerce équitable.

L'Organisation Mondiale du Commerce Équitable a lancé une procédure de concertation internationale pour préciser les critères de ce nouveau système de certification (qui en est à sa deuxième mouture). La finalisation de ces normes WFTO Fair Trade System dépendra des recommandations formulées à l'issue d'études pilotes qui sont menées dans différents pays d'Asie, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine.

En Amérique latine, c'est l'organisation WFTO-LA qui est en charge de la gestion de ce projet et des expérimentations qui sont réalisées auprès de coopératives bénévoles dans les pays retenus (Pérou, Equateur et Bolivie).

Pour ce faire, la WFTO-LA a identifié les actions prioritaires à mettre en œuvre pour réaliser ce projet en soulignant la nécessité d'un renforcement de ses équipes sur le terrain. Un programme de travail intégré et détaillé à été établi avec 4 objectifs précis :

1. Mettre en place une équipe qualifiée pour accompagner la mise en place et l'évaluation de la nouvelle norme WFTO Fair Trade System sur le continent.

2. Implémenter intégralement la norme WFTO Fair Trade System au sein de trois organisations de producteurs pilotes au Pérou, en Equateur et en Bolivie (avec pour objectif la certification de ces organisations).

3. Elaborer les outils et les procédures d'autoévaluation préalables à la certification pour 10 autres organisations de producteurs et accompagner la mise en œuvre des plans d'amélioration.

4. Soutenir le développement des membres de WFTO-LA par l'accès à de nouveaux marchés et la multiplication des contacts commerciaux.

Inscrits dans le Plan Stratégique 2010-2014 de l'organisation WFTO-LA, ces axes de travail doivent effectivement permettre aux acteurs du commerce équitable latino-américains de contribuer à l'élaboration de la nouvelle certification WFTO Fair Trade System et à son déploiement sur l'ensemble du continent.

Avec le soutien du Trade for Development Centre de la CTB

Le projet de WFTO-LA s'inscrit dans le cadre d'une vision du commerce équitable forte, généreuse et ambitieuse. C'est notamment pour cela que le Trade for Development Centre de la CTB, l'Agence belge de développement, a choisi de le soutenir financièrement (pour un montant de 64 000 euros sur 16 mois). Cette participation belge au programme a permis de mener à bien les actions prévues avec des résultats concrets et probants pour chacun des objectifs retenus.

Renforcement et formation des équipes locales, élaboration des outils et procédures de monitoring, identification et mobilisation des coopératives participantes, accompagnement des opérateurs techniques, participation à des salons et foires commerciales en Amérique latine, en France et aux Etats-Unis... Le projet mis en place avec volontarisme par le personnel et les consultants de WFTO-LA a pour finalité la prise en compte des besoins spécifiques des producteurs latino-américains par la WFTO lors des étapes finales d'élaboration du système de certification WFTO Fair Trade System.

Le projet est à la hauteur de ces enjeux. Il s'agit de veiller à ce que les artisans et paysans d'Amérique latine s'approprient ces nouveaux outils techniques et commerciaux et participent ainsi au vaste mouvement de maturation que connaît le commerce équitable aujourd'hui.



Artisane péruvienne
Crédit : CTB / Julien Lescoeux

Pour en savoir plus :

www.wfto-la.org
www.wfto.com/sftms
www.befair.be



CLAC Latina América

Coordinadora latinoamericana y del caribe de pequeños productores de comercio justo.

Fondée en 2004 à Mexico, la CLAC (Coordination Latino-Américaine et des Caraïbes de petits producteurs du commerce équitable) est l'organisation indépendante qui représente les producteurs certifiés équitables en Amérique latine. A ce titre, elle a notamment pour fonction de rapprocher les producteurs des instances dirigeantes et des organisations de certification de Fairtrade International (dont elle est membre). Présent dans 21 pays, la CLAC fédère près de 300 organisations regroupant environ 200.000 petits producteurs qui font vivre environ un million de personnes⁶.

Un label pour les petits producteurs

Depuis 2006, la CLAC travaille en collaboration avec d'autres organisations solidaires en Amérique latine pour concevoir un nouveau label destiné à favoriser la certification équitable des petits producteurs pour lesquels les systèmes de certification existants paraissaient inadaptés. Lancé en novembre 2010 au Honduras, à l'occasion de l'Assemblée Générale de la CLAC, **ce nouveau label intitulé «Symbole des Petits Producteurs» vise à promouvoir les productions des groupements de petits producteurs d'Amérique Latine et des Caraïbes qui s'engagent en faveur de l'amélioration des conditions de vie de leurs communautés et du respect de l'environnement.**

Si les principes qu'elle défend sont sensiblement les mêmes que ceux des certifications existantes, cette initiative présente comme particularité d'avoir été conçue par les organisations du continent pour répondre aux problématiques spécifiques que rencontrent les petits producteurs latino-américains. Elle vise en outre à favoriser autant le commerce équitable Sud-Sud qu'à rendre visibles ces produits sur les marchés des pays du Nord.



Etablis par les petits producteurs eux-mêmes rassemblés au sein de l'organisation FUNDEPPO (la Fondation des Petits Producteurs Organisés), les critères permettant d'accéder à cette certification incluent notamment des notions de taille des exploitations (15 hectares pour une activité agricole ou 500 ruches maximum s'il s'agit d'apiculture), de fonctionnement démocratique, de traçabilité des produits, de gestion, de protection sociale et de politique commerciale. Chacun des pays partenaires veille au respect de ces critères avec le concours d'organismes de certification nationaux reconnus. Le Symbole des Petits Producteurs est par ailleurs ouvert au reste du monde, c'est-à-dire que des acheteurs et producteurs des autres continents peuvent l'acquérir et l'utiliser pour leur promotion de leurs produits.

Enfin, l'autre originalité de ce nouveau label réside dans les coûts des démarches de certification, qui sont bien plus bas que ceux pratiqués notamment dans le système Fairtrade International, et qui sont fixés en fonction du nombre de producteurs évoluant au sein de l'organisation⁷.

Créé par les producteurs des pays du Sud pour leurs propres besoins, ce nouveau label devrait contribuer à sensibiliser les populations latino-américaines au commerce équitable et favoriser l'appropriation de ce concept par les petits producteurs. Une nouvelle étape pour le développement du commerce équitable Sud-Sud.

Pour en savoir plus :

<http://clac-comerciojusto.org>
www.tusimbolo.org





MCLACJ – MESA DE COORDINACIÓN LATINOAMERICANA DE COMERCIO JUSTO

Cette «table ronde» de coordination est née lors du Forum National du Commerce Equitable au Pérou, en 2004, à la suite d'une réunion de représentants d'organisation du secteur⁸. Depuis, elle s'est structurée en instance de coordination et de formulation de propositions pour le développement du commerce équitable en Amérique latine. Elle réunit les principaux réseaux de commerce équitable du Chili, du Mexique, d'Argentine et du Brésil mais aussi le GRESP (Grupo Red de Economica Solidaria des Perú) très actif dans le développement de l'économie solidaire.

Depuis le 5ème Forum social mondial de 2005 à Porto Alegre, la MCLACJ a défini ses axes d'intervention :

- l'articulation des expériences de commerce équitable entre les pays du sous-continent ;
- la création de marchés locaux pour les produits du commerce équitable et le développement du commerce équitable Sud-Sud ;
- le développement de la capacité d'incidence politique sur les gouvernements latino-américains et sur les négociations des traités de libre-échange dans la région.

Pour en savoir plus :

www.relacc.org

LA CORPORATION RELACC – RED LATINOAMERICANA DE COMERCIALIZACION COMUNITARIA

Le Réseau Latino-Américain de Commerce Communautaire (Red Latinoamericana de Comercialización Comunitaria - RELACC) est une organisation continentale qui associe des structures actives dans l'économie solidaire dans toute l'Amérique latine (pour la plupart des associations nationales de producteurs, de consommateurs et d'organismes de soutien) avec pour objectifs de «développer les valeurs et les principes de l'économie solidaire, de prendre en compte les besoins des publics marginalisés et de renforcer les pratiques solidaires dans le commerce.»⁹

Le RELACC, qui a son siège dans la capitale équatorienne Quito, permet à ses membres de mutualiser leurs besoins et d'y apporter des réponses partagées. Ainsi, l'organisation continentale organise des formations techniques, propose des services de conseil, anime des réseaux d'échanges, contribue au renforcement et au rayonnement de ses membres aux niveaux national et international.

Le réseau RELACC est considéré aujourd'hui comme l'un des acteurs majeurs du commerce solidaire en Amérique latine, capable de peser de manière significative sur les politiques publiques relatives aux secteurs de production dans lesquels ses membres sont actifs (artisanat et agriculture essentiellement).

RELACC PERU

RELACC Perú crée des marchés de rencontre directe entre producteurs et consommateurs dans la vallée de Mantaro et dans les banlieues de Lima. Dans la capitale, plus de 3.000 «comedores populares», des restaurants populaires, s'approvisionnent auprès des organisations membres de RELACC.

Pour en savoir plus :

<http://fairtradeinecuador.wordpress.com>



Producteur CenfroCafe - Crédit : CenfroCafe

INITIATIVES DE COMMERCE ÉQUITABLE AU PÉROU

LE COMMERCE ÉQUITALE DU CAFÉ

Le commerce du café dans le monde¹⁰

Après le pétrole, le café est la matière première la plus exportée dans le monde. L'Organisation Internationale du Café (OIC) a régulé le marché mondial sur base de quotas jusqu'en 1989. Une crise structurelle majeure a ensuite affecté le secteur : la production a explosé et, l'offre ayant largement dépassé la demande, les prix ont chuté, jusqu'à des niveaux jamais atteints précédemment. Selon la Banque mondiale, les producteurs de café ont perdu 4,5 milliards de dollars par an entre 2000 et 2004. Depuis 2007, l'indice du café est reparti à la hausse et s'est stabilisé. Une situation qui ne devrait pas changer à moyen terme. Mais les bénéfices de cette hausse n'ont pas entièrement profité aux producteurs en raison de l'augmentation du prix du pétrole et de la faiblesse structurelle du dollar. Autre caractéristique : le faible niveau des stocks, et pour corollaire, des exportations à peine suffisantes pour couvrir la demande des pays importateurs.

Les certifications (bio, commerce équitable, Utz et Rainforest Alliance) ont dopé la production de café durable au début des années 2000. Cette branche du secteur a connu une croissance rapide : le café certifié représentait 1 % du marché en 2003, pour 6 % aujourd'hui. Ces dernières années, les entreprises elles-mêmes ont adopté des normes de qualité et d'équité. C'est le cas, par exemple, de Starbucks Coffee Company (Starbucks Shared Planet) et de Nespresso (AAA Sustainable Quality Program).

La crise économique internationale de 2008 ne semble pas avoir affecté le secteur. Elle pourrait toutefois avoir des conséquences sur les usages de consommation au détriment des cafés onéreux, à l'avantage des cafés meilleur marché.

Le commerce du café au Pérou¹¹

Trois pays fournissent près de 60% de la production mondiale de café : le Brésil, le Vietnam et la Colombie. Le Pérou occupe le sixième rang (avec 3,7 millions de sacs, contre près de 30 millions pour le Brésil), et le troisième sur le continent, soit une progression de huit places depuis 1990. Cette progression rapide s'explique par la fin de la guerre civile (Sentier lumineux), par la stabilité politique et économique retrouvée et par la restructuration du secteur : réorganisation des coopératives et apparition d'organismes d'appui privés ou publics.

Le café occupe une place prépondérante dans l'économie péruvienne. Il est le principal produit agricole d'exportation (en grande partie, il sert de complément dans les mélanges industriels) et le troisième produit exporté, essentiellement vers l'Allemagne, les États-Unis et le Japon. Bénéficiant d'un cours élevé, la culture caféière demeure attractive.

La production péruvienne présente trois caractéristiques. Primo, 90 % est destinée à l'exportation, ce qui reflète le faible développement du marché national. Secundo, elle est uniquement composée d'arabicas. Tertio, en matière de café biologique, le Pérou se hisse à la première place mondiale.

Pour concurrencer le Brésil, dont les coûts de production sont réduits grâce à la mécanisation, le Pérou ne peut jouer que la carte de la qualité. En raison des tailles et des pentes des parcelles, de l'impossibilité de mécanisation et des enclavements propres à la zone andine, les perspectives de développement reposent sur les marchés de niche : le café haut de gamme, le café bio, le café équitable. D'où le développement des certifications durant les années 1990.

Les exploitations, dans une grande majorité, sont familiales et de petite taille, environ 2 hectares, même si 4% d'entre elles disposent d'une superficie oscillant entre 20 et 100 hectares. Un héritage de la période coloniale qui a créé, d'une part, de grandes haciendas et, d'autre part, des communautés locales où s'est développée une agriculture familiale. Environ 30 % des petits producteurs ont rejoint une des 636 structures organisées, parmi lesquelles on compte 63 coopératives regroupant plus de 50 % des producteurs et 16 % de la production exportée.

The infographic features a map of Peru with a yellow-shaded coffee production region. A large red star is positioned in the upper part of the map, with the text "73° W" above it. Below the star, the text "JUST COFFEE COOPERATIVE" is written in large, bold, black letters. Underneath this, "100% FAIR TRADE CERTIFIED ORGANIC" is written in smaller, bold, black letters. A smaller red star is located in the southern part of the map, with the label "PANGO" next to it. To the right of the map, the text "12° S" is visible. At the bottom of the map, the text "FAIR TRADE COFFEE FROM PANGO PERU" is written in large, bold, red letters. Below this, a horizontal bar contains the text "SWEET, FLORAL AND RICH" in black. To the right of this bar is a small globe icon. Below the bar, a "ROAST INDICATOR" scale is shown, ranging from "LIGHT" to "DARK" with a red star marking a point between "LIGHT" and "MEDIUM". At the bottom of the infographic, there are five circular logos representing various certifications: Fairtrade, AROS, Rainforest Alliance, UTZ, and Certified Organic.

CECOVASA, CENTRAL DE COOPERATIVAS AGRARIAS CAFETALERAS

Acheter du café certifié, c'est bien. Mais s'il est en plus excellent et bien présenté, c'est encore mieux.

Le commerce équitable fournit aux producteurs des pays du sud des outils pour assurer leur développement et mieux répondre aux attentes des marchés. Ce mode d'échanges alternatifs garantit en effet aux coopératives qui l'adoptent des conditions de commercialisation plus favorables que celles pratiquées sur les circuits conventionnels.

Ceci étant, la certification ne peut être considérée comme une fin en soi.

S'il est sensible au caractère éthique de son achat, le consommateur attend d'un produit qu'il soit de qualité, qu'il réponde à ses goûts, à ses besoins propres et à sa culture. Que l'histoire qui lui est racontée parle de modernité, de créativité, de dynamisme et d'innovation. Que son achat ne soit pas un geste de compassion mais une acquisition satisfaisante, voire enthousiasmante.

Véritable success story du commerce équitable et durable, l'histoire de CECOVASA illustre cette grande vérité.

Des forêts tropicales aux sommets du monde

Fondée en 1970, la coopérative centrale CECOVASA (Central de Cooperativas Agrarias Cafetaleras) regroupe aujourd'hui huit coopératives intermédiaires et compte environ 5 000 exploitants issus des communautés indigènes quechua et aymara des vallées de Tambopata et de d'Inambari qui se trouvent près du Lac Titicaca (au sud du pays). Tant en nombre de membres qu'en volumes commercialisés, elle occupe la deuxième place des organisations de production de café au Pérou. Son adhésion au commerce équitable remonte à 1993, lorsque ses membres ont été séduits par les perspectives de revenus supérieurs à ceux du café conventionnel. Progressivement, la production de café équitable (dont plus de la moitié est biologique) a pris de l'importance passant de 13 % du volume total en 2001 à 65 % en 2007.

Rapidement, la coopérative centrale CECOVASA s'est illustrée par ses succès et la pertinence de ses choix stratégiques. Les responsables de l'organisation paysanne ont en effet adopté des orientations qui se sont révélées très judicieuses.

Les bénéfices générés par la vente de café équitable et biologique ont été en grande partie utilisés pour la réalisation d'investissements productifs et la formation des agriculteurs. Des centres de stockage ont été construits et un laboratoire d'analyse a été créé pour travailler en permanence à l'amélioration du produit et, en 2010, la coopérative a inauguré un nouveau site de traitement. Doté d'installations très modernes, cette usine permet d'assurer un tri beaucoup plus précis des grains à des cadences très élevées (plus de six tonnes de café par heure).

Préoccupation constante des responsables de la coopérative, ce travail sur la qualité s'est trouvé considérablement valorisé par la politique commerciale mise en place. En effet, conscients du fait que la qualité d'un produit ne suffisait pas pour que celui-ci soit vendu, les dirigeants de CECOVASA ont fait appel à la Green Development Foundation, un organisme néerlandais actif dans l'aide aux petits producteurs des pays en développement, pour définir une stratégie de communication forte.

Aujourd'hui, huit marques sont commercialisées. Huit références explicites aux traditions et aux valeurs culturelles des producteurs indigènes : Titicaca coffee, Aymara coffee, Bahaja coffee,... Une fierté, certes, mais également une diversification de l'offre et un positionnement marketing réfléchi. En parallèle à ces prises de position stratégiques, les représentants de la centrale ont engagé des moyens importants pour aller au contact de leur clients, en participant à de nombreux salons et foires commerciales dans le monde. Indéniablement, ces efforts portent leurs fruits. Ainsi, après avoir été élu meilleur produit de luxe du commerce équitable au Royaume-Uni en 2006, le café de CECOVASA a remporté en avril 2010 le prix du choix du public décerné au cours de la 22ème rencontre de la SCAA (Specialty Coffee Association of America), l'un des grands rendez-vous mondiaux du café. Ce qui fait de ce café, selon certains commentateurs, le «meilleur café du monde».

Producteur CECOVASA - Crédit : CECOVASA



Préparer l'avenir

En 2010, les responsables de CECOVASA ont initié un nouveau projet qui vise à améliorer les capacités de production de 600 familles de producteurs des zones les plus rurales du territoire couvert par la coopérative. Soutenu financièrement par le Trade for Development Centre de la CTB, l'Agence belge de développement, ce programme se décline en quatre axes.

Le premier volet est consacré au développement de la rentabilité des exploitations de ces familles paysannes particulièrement pauvres, avec comme objectif une augmentation significative des volumes de café certifié (de 10 à 25 quintaux par hectare).

Le renforcement du Système Interne de Gestion est traité dans le deuxième axe du projet avec en particulier la formation de 35 contrôleurs qui seront chargés de préparer les futures certifications et de veiller au renouvellement des certifications existantes.

Considéré comme prioritaire pour l'avenir, le troisième volet de ce programme intégré vise à former de nouveaux dirigeants et des gestionnaires au sein des communautés paysannes qui pourront ainsi assurer la pérennité des activités entreprises et renforcer la bonne gouvernance des structures intermédiaires de l'organisation. Une soixantaine d'hommes et de femmes sélectionnés pour leur volontarisme et leur engagement participent ainsi aux séminaires et aux formations en gestion et management qu'organise la coopérative centrale CECOVASA dans le cadre de ce projet.

Enfin, les questions commerciales sont prises en compte dans la dernière série d'actions. Sont notamment prévues la participation des producteurs de CECOVASA à des compétitions de café organisées au niveau local et national ainsi que la mobilisation d'une équipe commerciale pour affirmer la présence de la coopérative lors des trois prochaines éditions du salon Biofach à Nuremberg.

«Nous avons maintenant de meilleures possibilités d'alimentation, un meilleur accès aux soins de santé, une meilleure vie domestique, plus d'enseignement et de possibilités de formation pour nous et nos familles.

La sécurité qu'apporte le commerce équitable empêche les paysans de se tourner vers des substances illégales comme la coca. Ainsi, nous soutenons nous-mêmes la protection de la biodiversité de Bahuaja Sonene.»

Van Miquel Paz, responsable de Cecosava¹²



Producteur CECOVASA - Crédit : CECOVASA

Une finalité, le développement

Fondamentalement, c'est pour améliorer les conditions de vie des paysans des vallées de Tambopata et de d'Inambari et de leurs familles qu'a été créée CECOVASA. **A chaque étape de son développement, la coopérative centrale a engagé une part importante de ses recettes dans la réalisation de projets sociaux et communautaires, aidée en cela par ses partenaires du commerce équitable.** Construction d'écoles, achat de fournitures, soutien aux associations de femmes, création de centres de soins et de dispensaires, financement d'équipements culturels, ... dans ce domaine aussi, la liste des réalisations de CECOVASA est impressionnante. Par ailleurs, en veillant à assurer des revenus corrects aux paysans des coopératives membres, la centrale a contribué à réduire considérablement les cultures illicites (la coca en particulier) qui pendant longtemps ont entretenu l'instabilité et la violence dans la région. Réduire la pauvreté en produisant le meilleur café du monde. De quoi être fier d'être équitable.

Pour en savoir plus :
www.cecovasa.com.pe



CENFROCAFÉ CENTRAL DEL NORTE FRONTERIZA CAFETALERAS

Le commerce équitable est un produit d'importation.

Les bénéficiaires de ce modèle économique alternatif sont visibles dans les pays en développement où des centaines de milliers de petits paysans et d'artisans ont vu, depuis une trentaine d'années, leurs conditions de vie s'améliorer de façon très concrète. Des centaines d'écoles ont été financées par les primes de développement, des dispensaires ont été ouverts, des centres communautaires, des équipements sportifs et culturels...

Il n'en reste pas moins que le commerce équitable est un produit d'importation, imaginé et élaboré par des occidentaux désireux de lutter contre les excès de systèmes économiques qui ont été imposés aux pays du sud depuis les époques coloniales. **Aujourd'hui, alors que le commerce équitable atteint une certaine maturité, les organisations de producteurs sont confrontées à un double défi : celui de la diversification (pour ne plus dépendre des ventes d'un seul type de produit) et celui du commerce intérieur ou intracontinental.** Le développement du commerce équitable Sud-Sud apparaît donc comme l'avenir de ce modèle vertueux. Il est surtout le moyen pour ces organisations inspirées de s'implanter durablement dans leurs systèmes locaux et nationaux et d'influer sur le fonctionnement de leurs sociétés en faisant la promotion des valeurs humanistes qu'elles défendent depuis des années. Née dans les régions les plus pauvres du Pérou, la coopérative CenfroCafe Peru est emblématique de ce mouvement et de la volonté des acteurs engagés localement de rayonner au niveau national pour partager ces valeurs solidaires.

Humaniste et moderne

Dans les pays en développement, le commerce équitable génère des bienfaits économiques et sociaux clairement identifiés mais, avec le temps, on se rend compte que certaines des principales vertus de ce système sont d'une autre nature. En effet, pour être certifiés et accéder à ces avantages, les petits producteurs sont soutenus et incités à s'organiser, à adopter des modes de fonctionnement collectifs participatifs et démocratiques, à promouvoir l'égalité homme-femme, à se former aux techniques du monde moderne.

Institué depuis des décennies sur certains territoires, ce modèle a permis l'émergence de forces vives élues par leurs communautés et choisies pour leurs compétences, leur sens de la justice et de la solidarité, leur dévouement et leur volonté de moderniser les sociétés qui les ont vu naître.

Grandir avec le commerce équitable

Causée par la dérégulation brutale des marchés internationaux, la crise mondiale du café du début des années 1990 a plongé des millions de familles de producteurs dans la misère. Pour survivre, les planteurs péruviens de la région de Caja Marca devaient vendre leurs récoltes à des prix très bas à des intermédiaires locaux auprès desquels ils finissaient par s'endetter. Nombre d'entre eux s'orientaient alors vers les productions illicites (la coca en particulier). Confrontés à ces menaces et aux risques de voir les plus jeunes d'entre eux abandonner leurs terres pour rejoindre la misère des grandes villes, une vingtaine de producteurs se sont organisés et ont créé une coopérative, la CenfroCafe (Central Fronteriza del Norte de Cafetaleros) pour mieux négocier leurs récoltes. En s'associant avec d'autres groupements (dont CepiCafe – voir ci-après), les planteurs de CenfroCafe ont pu augmenter leurs revenus et réinvestir une part de ces ressources nouvelles dans la modernisation de leurs exploitations. En 2007, après des mois de préparation, la coopérative centrale (qui a vu le nombre de ses membres augmenter considérablement) a obtenu la certification équitable FLO Fairtrade pour sa production de café.

Multiplier les initiatives

Les bénéficiaires de cette transition vers l'équitable ne se sont pas faits attendre et, forts de cette expérience, les responsables de CenfroCafe se sont engagés vers d'autres types de certification (UTZ Certified et biologique), multipliant ainsi les opportunités commerciales sur des marchés spécifiques à haute valeur ajoutée. Pour atteindre ces résultats et obtenir ces différents labels, les producteurs de CenfroCafe s'emploient depuis toujours à améliorer la qualité de leurs productions.



Elagage des plants de café - Crédit : CenfroCafe

Renommée CenfroCafe Peru en mai 2010, la coopérative centrale fournit à ses 2200 membres (qui sont des groupements intermédiaires) des services dans quatre grands domaines : assistance technique agricole, amélioration de la qualité, renforcement organisationnel et accès aux services de santé. Dans ces différents secteurs, CenfroCafe Peru organise des formations, intervient en conseil direct, met à disposition des moyens mutualisés (laboratoires, pépinières, centres d'apprentissage, etc.).

En 10 ans de temps, elle a contribué de manière significative au développement de la région de Caja Marca, en augmentant les ressources des familles de planteurs, en finançant d'importantes infrastructures collectives, en instaurant une culture entrepreneuriale tout à fait remarquable. Née de la bonne volonté de quelques paysans menacés par la misère, CenfroCafe Peru est aujourd'hui la quatrième organisation de producteurs de café au Pérou.

Dynamisme solidaire

Les responsables de CenfroCafe Peru ont constitué une cellule composée de travailleurs et de planteurs élus pour gérer les primes de développement attribuées par les acheteurs du commerce équitable et financer divers projets sociaux. Dans ce domaine aussi, la liste des réalisations menées à bien est impressionnante. Depuis le début, la priorité est accordée aux questions d'éducation et de scolarisation, d'accès aux soins de santé et de promotion de l'égalité hommes-femmes. Ce dernier point est particulièrement développé et des structures spécifiques ont été instaurées (comité des femmes, programme d'alphabétisation, etc.) pour affirmer durablement la présence des femmes dans l'organisation, dans les plantations mais aussi dans les organes de décision et de gestion. Lentement mais sûrement, ces efforts portent leurs fruits. Ainsi, plusieurs femmes sont présentes dans le Conseil d'Administration de CenfroCafe Peru, y compris à la Vice-présidence de l'organisation.



Réduire la dépendance aux exportations

Depuis 2009, les équipes de CenfroCafe Peru sont engagées dans un nouveau projet qui a pour objectif le développement d'une filière intégrée de production-commercialisation de café biologique équitable destinée au marché national. **La mise en place de ce programme soutenu par le Trade for Development Centre de la CTB, l'Agence belge de développement, repose sur la volonté des responsables de la coopérative de diminuer leur dépendance aux exportations en rayonnant au niveau national.** L'accès au marché intérieur présente en effet de sérieux potentiels pour les producteurs de CenfroCafe Peru qui travaillent à l'élaboration d'une gamme de produits adaptés aux attentes des clients sur différents segments. Afin d'imposer une présence rapide de ses produits sur ce marché intérieur, la coopérative travaille à la mise en place d'une stratégie commerciale globale, qui inclut des actions de prospection ciblées, l'organisation d'évènements, la réalisation de supports promotionnels et, surtout, le lancement d'une chaîne de cafétérias dans les grandes villes du pays.

Au-delà de son intérêt commercial fondamental, ce projet illustre la maturité des organisations de producteurs qui se sont développées dans le cadre du commerce équitable et qui, aujourd'hui, investissent en profondeur leurs environnements socio-économiques nationaux. En apparaissant comme des modèles d'entreprenariats performants et solidaires, ces entreprises influencent leur culture nationale et contribuent à disséminer les valeurs qu'elles ont adoptées.

Le commerce équitable n'est alors plus seulement un produit d'importation, c'est un modèle entrepreneurial qui aura bientôt pour principaux promoteurs ceux qui le font vivre depuis des années dans les pays du Sud.

Pour en savoir plus :

www.cenfrocafe.com.pe

«Le commerce équitable est d'un grand soutien pour renforcer la compétitivité et le développement durable de la coopérative et des petits producteurs. Son impact économique, social et environnemental est vraiment considérable.»

Oscar Sandoval PENA, Cenfrocafé Peru



Onorio, caféiculteur de CenfroCafe - Crédit : Trade Aid New Zealand / Michelia Ward

Du Pacifique à l'Amazonie, le nord du Pérou est une région aux reliefs et aux climats très divers. D'ouest en est, les plages, les plateaux désertiques, les montagnes et la jungle se succèdent en paysages éblouissants et mystérieux qui appellent l'aventure. C'est là, dans ces zones rurales situées aux frontières avec l'Equateur et la Colombie, que les paysans conservent, depuis des générations, un trésor unique.

Redécouvert depuis peu, il suscite la convoitise et aiguise les appétits.
Dans le monde entier, la fièvre monte et les yeux brillent d'envie pour ce joyau.
L'or blanc de Piura. Le cacao «criollo porcelana» aux arômes incomparables.

CEPICAFE – CENTRAL PIURANA DE CAFE



Du café équitable...

C'est en 1995, alors que la crise du café contraint les paysans péruviens à l'exode vers les agglomérations surpeuplées, qu'est créée la coopérative CapiCafe (Centrale Piurana de Caféculteurs) pour aider les producteurs à s'organiser et à mieux maîtriser la commercialisation de leurs récoltes. Les caféculteurs de la région de Piura souffraient alors de l'absence de structures solides et du manque de moyens techniques et financiers. Très vite, la nouvelle coopérative s'oriente vers la production de cafés de meilleure qualité en fournissant à ses membres une assistance technique globale, en introduisant de nouvelles variétés et en se dotant d'équipements de tri et de stockage.

Dès ses débuts, la coopérative caféière vise les marchés du commerce équitable, seuls capables de protéger les paysans de la volatilité des cours mondiaux et des violentes perturbations qu'elle engendre. En 1996, la filière de production de café de CapiCafe est certifiée Fairtrade et, rapidement, les bénéfices générés par cette labellisation permettent de réaliser de nouveaux investissements, de diversifier les activités et d'améliorer les conditions de vie et de travail des planteurs.

Accroissement des volumes produits, hausse continue des ventes, nouvelles certifications (biologiques), implantations d'autres cultures (fruits, canne à sucre, cacao, etc.), tourisme solidaire, création d'emplois dans de nouveaux secteurs,... Depuis sa fondation, CapiCafe enchaîne les initiatives et les succès. Véritable moteur économique de la région de Piura, la coopérative est devenue l'un des porte-étendards du commerce équitable péruvien.

Longtemps considérés comme des paysans arriérés par les élites de la côte, les caféculteurs de Piura sont fiers de ces réussites et des progrès sociaux que la création de la coopérative a généré. Regroupés en 90 organisations de base, les 6600 membres de CEPICAFE ont vu leurs revenus s'accroître de manière significative grâce aux certifications équitables et biologiques. Des actions sociales d'envergure ont été menées en matière d'éducation (scolarisation des enfants, création d'écoles), de santé (construction de centres de soins) et d'équipements communautaires. Gérée de manière très démocratique, CapiCafe s'est en outre illustrée par sa mobilisation en faveur de la protection de l'environnement et des ressources naturelles. Depuis plus de 10 ans, la coopérative péruvienne soutient le développement des pratiques et des techniques de l'agriculture biologique et multiplie les initiatives en faveur de la reforestation et de la préservation de la biodiversité.

...au cacao biologique

Les politiques de modernisation du secteur cacaoyer menées par les autorités péruviennes ont longtemps encouragé la culture de la variété CCN-51, une espèce hybride très précoce et productive, au taux de matière grasse élevé mais aux faibles qualités aromatiques. Tenues à l'écart de ces réformes, les petits paysans pauvres de la région de Piura ont conservé les plants et les cultures traditionnelles de l'ancienne variété connue, sous le nom de «criollo porcelana». Les arbres de ces vergers ancestraux donnent des fèves pâles qui produisent un cacao fin, très doux et raffiné, aux qualités gustatives exceptionnelles¹³. Et c'est cet or blanc de Piura que les chocolatiers du monde redécouvrent et recherchent pour leurs meilleures recettes.

Délices à l'horizon

Depuis quelques années, CEPICAFE encourage ses membres à diversifier leurs activités. C'est effectivement dans le domaine du cacao que ces choix stratégiques se révèlent les plus judicieux, et les perspectives commerciales qui se dessinent grâce à la vente aux chocolatiers devraient permettre de réduire la pauvreté endémique des communautés rurales de Piura dans les années à venir.

Mais l'accès à ces opportunités nouvelles nécessite de constituer une filière de production capable de répondre durablement aux demandes des importateurs intéressés. Une fois de plus, c'est là qu'intervient CEPICAFE. La coopérative est à l'origine d'un projet qui a pour objectif de positionner durablement les producteurs de cacao de Piura sur ces segments de marché à forte valeur ajoutée. Soutenu par le Trade for Development Centre de la CTB, l'Agence belge de développement, ce projet initié en 2010 repose sur quatre piliers. Le premier est consacré au renforcement des capacités de production avec en particulier l'adoption des pratiques agricoles biologiques, l'apport de soins aux plantations (qui furent longtemps délaissées), et la formation des producteurs. Les ressources de la coopérative sont en outre mobilisées pour améliorer la qualité du produit livré aux acheteurs. De la culture au stockage, en passant par la récolte et la fermentation, des études sont menées pour obtenir le cacao le plus savoureux et répondre ainsi aux attentes des chocolatiers les plus exigeants. Les deux derniers volets du projet de CEPICAFE sont dédiés à l'organisation de la filière et à la mise en place de structures commerciales adaptées.

Cacaoculteur péruvien - Crédit : Shared Interest



«Grâce à CEPICAFE, nous obtenons de bien meilleurs prix pour notre cacao. Nous pouvons penser à une éducation de base pour nos enfants, mais aussi leur permettre d'accéder à l'enseignement supérieur. A la maison, nous avons pu améliorer la qualité de notre alimentation et nous avons aussi de l'argent pour payer les soins et acheter de nouveaux vêtements».

Julian Jimenez Aguilar, producteur de cacao membre de CEPICAFE

Franchir l'océan

Le projet de CEPICAFE produit d'ores et déjà des résultats. Les actions mises en place ont permis de structurer la filière, d'organiser son fonctionnement et d'adopter des systèmes de décision et de gestion fondés sur la dialogue, la transparence et la participation des petits producteurs. Le plan de réhabilitation des plantations de cacaoyers «criollo porcelana» est en cours d'achèvement dans le strict respect des principes de l'agriculture biologique. Au niveau commercial, les travaux réalisés ont permis de fixer la politique de prix pour la filière et de mettre en place la stratégie et les outils marketing et de gestion qui vont permettre de traiter les demandes et d'accéder aux marchés les plus porteurs.

Ces efforts portent leurs fruits et l'on devrait bientôt pouvoir goûter ces chocolats qui promettent tant. Pierre Marcolini, l'un des artisans chocolatiers bruxellois les plus réputés, s'est rendu en janvier 2011 dans la région de Piura pour rencontrer les producteurs de CEPICAFE et découvrir les dernières récoltes.

Le meilleur cacao entre les mains des plus grands chocolatiers. Cela fait rêver, n'est ce pas ?

CANDELA (Comercio Alternativo de Productos no Tradicionales y desarrollo para Latino America Perú) et RONAP (Recolectores Organicos de Nez Amazonica del Perú)



Récolte de noix du Brésil - Crédit : Shared Interest

Fondé en 1989, CANDELA opère dans la filière de la noix du Brésil dans la région de Madre de Dios¹⁴. Au Pérou, la WFTO-LA compte huit membres dont CIAP, Minka, Candela, Cenca et Manos Amiga. Ce département du sud-est compte, sur trois millions et demi d'hectares, trois zones protégées qui abritent la plus importante et la plus riche biodiversité au monde.

Les noix, issues d'un arbre qui pousse naturellement dans la forêt amazonienne et culmine jusqu'à 60 mètres, se récoltent à même le sol, de janvier à mars, par des travailleurs qui brisent la coque à la machette pour récupérer les graines. Même si sa production est essentiellement destinée à l'exportation, la noix est également consommée localement (huile, savon, pâte d'amandes). Les coques sont également ramassées pour être transformées, à Lima, en bougies.

Les revenus générés grâce à la mise en place de cette activité entraînent une amélioration des conditions de

vie et une prise de conscience des possibilités de développement individuelles et collectives. Au moins 30% des habitants de la région dépendent directement ou indirectement de la cueillette de la noix qui fournit aux familles des ramasseurs près de 70% de leurs revenus. La cueillette repose sur des pratiques ancestrales et sur un droit traditionnel (aujourd'hui reconnu par l'État) à disposer d'une partie de la forêt.

L'impact du soutien aux ramasseurs est également d'ordre écologique : lorsque les familles arrivent à vivre des revenus générés par la noix, elles ne sont pas obligées de couper des arbres pour satisfaire à leurs besoins économiques et, par conséquent, elles luttent contre la déforestation, mal endémique de la région.

L'organisation propose des services sociaux et éducatifs aux producteurs, ouvre des microcrédits. Elle assure gratuitement le transport des zones d'habitations aux zones de production. Outre les formations de gestion et de management, CANDELA offre des formations à la récolte des eaux de pluie.

En 2000, suite à une baisse vertigineuse du prix de vente des noix (divisé par quatre), CANDELA a lancé un programme d'appui pour valoriser la production des collecteurs de Puerto Maldonado et favoriser une gestion durable de la forêt. Ce projet a donné naissance, en 2003, à l'association RONAP¹⁵.

Aujourd'hui, une centaine de familles bénéficient des aides et conseils de cette association qui, depuis 2004, est certifiée Fairtrade.

Elles récoltent les noix sur des parcelles d'une centaine d'hectares environ, dans des régions parfois extrêmement difficiles d'accès.

Actuellement, le prix du marché est supérieur au prix payé par le commerce équitable, mais le label Fairtrade Max Havelaar permet que les récolteurs bénéficient toujours d'une prime de développement. Grâce à la transformation de la noix en huile, les rémunérations sont plus importantes et garantissent aux familles l'accès des enfants à la scolarisation et des moyens pour développer des activités économiques complémentaires.





***L'ARTISANAT ÉQUITABLE
AU PÉROU***

Depuis le lancement des premières initiatives de commerce équitable à la fin des années 1960, les principaux secteurs d'activité qui bénéficient de ce mode de commercialisation plus juste sont l'agriculture et l'artisanat. Les filières agricoles qui se sont investies dans ce mode d'échange solidaire ont globalement tiré profit de la labellisation de leur production, avec notamment un accroissement de leur marge et surtout, une plus grande sécurisation de leurs marchés, malgré la volatilité des cours et une forte dépendance aux conditions climatiques. En ce qui concerne l'artisanat équitable, le constat est différent.



L'équipe d'Allpa Peru - Crédit : Allpa Peru

ALLPA PERU

Des millions de personnes concernées

Confronté à la concurrence industrielle des pays asiatiques émergents, l'artisanat équitable souffre de problèmes structurels liés en particulier à la désorganisation des filières de production et à l'inadéquation de l'offre sur de nombreux segments de marché.

Pourtant, l'artisanat traditionnel constitue l'une des principales sources de revenus pour des millions de personnes pauvres en Amérique latine, en Afrique et en Asie.

La plupart du temps, ce sont les femmes qui créent ces bijoux, paniers, broderies, céramiques ou instruments de musique et les recettes de ces activités sont prioritairement affectées à l'éducation, à la santé et aux besoins quotidiens de la famille.

Allpa soutient les artisans péruviens

En 1982, un groupe d'universitaires de Lima crée Allpa (mot qui signifie «Terre» en langue quechua), une société commerciale, pour aider les communautés indigènes pauvres à vivre de leurs savoir-faire traditionnels.

Membre depuis 2008 de la WFTO, l'Organisation Mondiale du Commerce Équitable, Allpa travaille avec près d'une centaine de groupements d'artisans (dont une majorité de femmes), répartis principalement dans les faubourgs de Lima mais aussi sur les hauts-plateaux et au nord du pays. Céramiques, vêtements en laine

alpaca, poteries, bijoux... chaque communauté a ses spécificités et valorise ses traditions avec l'appui d'Allpa qui en assure la promotion.

Le soutien qu'accorde Allpa à ces artisans couvre une large palette de services, tant au niveau de la production (conseil en développement de produits, formations techniques, fourniture d'outils), qu'en termes de commercialisation (participation à des salons, promotion des gammes).

Affronter la crise mondiale

La crise économique mondiale de 2008-2009 a durement affecté l'activité commerciale d'Allpa et, donc, celle de ses fournisseurs. Multiplication des impayés, chute des commandes de près de 40 %,... les conséquences de la crise se sont révélées dramatiques pour les centaines de familles qui dépendent des exportations d'Allpa pour subvenir à leurs besoins.

L'équipe pluridisciplinaire en charge du pilotage stratégique de l'entreprise a alors réalisé un diagnostic global de ses activités qui a mis en évidence les principales faiblesses structurelles de son offre. Productivité trop faible, retard technologique, mauvaise qualité des produits, promotion commerciale insuffisante... les conclusions de cet audit ont permis d'identifier les domaines dans lesquels Allpa et ses fournisseurs devaient progresser pour accroître la compétitivité de l'entreprise.

«Le commerce équitable, pour nous, c'est plus qu'un prix juste. C'est une relation transparente et partenariale qui a pour principal objectif de développer durablement les activités des artisans péruviens pour qu'ils puissent grandir et devenir des entrepreneurs performants et responsables de leurs communautés». ¹⁸

Luis Heller, gérant d'Allpa



Un atelier d'Allpa Peru - Crédit : Allpa Peru



L'artisanat d'Allpa Peru - Crédit : Allpa Peru

Produire mieux, vendre plus

Ce diagnostic est à l'origine d'un projet intégré qui bénéficie du soutien du Trade for Development Centre de la CTB, l'Agence belge de développement.

Ce programme d'actions repose sur trois axes.

Le premier concerne le renforcement des capacités de production des artisans. Des actions sont menées pour améliorer les équipements des unités de production, acquérir des matières premières de meilleure qualité et rationaliser les procédés de fabrication.

Le deuxième axe du projet est consacré à la modernisation et à l'élargissement des gammes de produits. Allpa a intégré à son projet la prise en compte de l'innovation comme composante majeure du cycle de production, avec de nouveaux designs, de nouveaux matériaux et de nouveaux concepts. L'entreprise a ainsi identifié cinq grandes lignes de produits à réinventer complètement en sollicitant l'intervention de designers péruviens et étrangers. La stimulation de la demande constitue le troisième pôle du projet. Participation à des salons professionnels, renouvellement des catalogues et réalisation d'une vidéo promotionnelle sont les principales actions programmées pour dynamiser les ventes de l'entreprise.

Le caractère intégré de ce programme illustre la maîtrise par l'équipe d'Allpa des principaux leviers de développement économique, mais il traduit aussi l'engagement de l'entreprise en faveur des artisans péruviens qui sont clairement identifiés comme étant les bénéficiaires ultimes des opportunités que devrait offrir le projet.

Des résultats visibles

Mis en place entre 2009 et 2011, ce projet produit des résultats concrets dans chacun des trois axes retenus. De nombreux ateliers ont été modernisés et équipés de nouvelles machines. Au niveau de la création de nouveaux produits, les initiatives mises en place ont permis de dépasser les objectifs initiaux et ce sont près de 70 nouvelles collections qui sont en cours de fabrication à partir des prototypes conçus dans le cadre du projet. Cette première évaluation a par ailleurs souligné la forte implication des artisans dans la création des nouveaux modèles et dans la promotion de ces nouvelles collections. Menées en parallèle, les activités de développement commercial ont été très fructueuses avec une augmentation de plus de 30% du chiffre d'affaires en 2010 par rapport à l'année précédente.

Le projet soutenu par le Trade for Development Centre de la CTB a ainsi atteint ses objectifs, permettant ainsi à des centaines d'artisans de subvenir aux besoins de leur famille en améliorant leurs techniques de conception et de production.

La mondialisation au service des communautés indigènes du Pérou.

Les bienfaits du commerce équitable.



Stand commercial d'Allpa Peru - Crédit : Allpa Peru

Pour en savoir plus :
www.allpaperu.com



Les artisanes de Minka Fair Trade - Crédit : Trade Aid New Zealand

MINKA FAIR TRADE



Pedro, flûtier chez Minka Fair Trade
Crédit : Trade Aid New Zealand



Wilber Huaccanqui, Secrétaire du Comité Turumaki
de Minka Fair Trade
Crédit : Trade Aid New Zealand
Michella Ward

La lutte contre la pauvreté est à l'origine du projet. En 1976, la situation économique difficile du pays pousse une habitante, issue de la classe moyenne de Puno, à trouver des débouchés pour la production textile sans passer par les intermédiaires, responsables de l'appauvrissement des artisans¹⁶.

Aujourd'hui, Minka regroupe, à travers tout le pays, plus de 3 000 producteurs, dont une majorité de femmes. L'action touche les populations précaires en milieu rural et, dans une moindre mesure, dans les zones péri-urbaines marginalisées.

En langue quechua, Minka signifie «coopérative», pour mieux affirmer les forces du projet : une organisation de la vie en communauté fondée sur l'entraide et l'échange. L'association a pour objet le développement durable des producteurs artisans et le renforcement des pratiques et des valeurs traditionnelles, contribuant de la sorte à freiner l'exode rural.

Minka Fair Trade appuie ses membres en recherchant de nouveaux débouchés, développe avec les artisans de nouveaux produits, commercialise les productions locales sur le marché international et préfinance jusqu'à 50% l'achat de matières premières ou d'équipement léger. Cette stabilité économique (les prix d'achat sont fixes durant toute l'année) donne confiance aux producteurs membres et leur permet d'accroître leur niveau de vie.

Seul 20% de la production artisanale des membres transitent par Minka, le solde se vend sur le marché conventionnel : soit, pour certains, dans un magasin en ville ; soit, pour la plupart, à des intermédiaires qui obtiennent des prix désavantageux pour les producteurs.

Les comités artisanaux de producteurs forment la clé de voûte du système. Ils réunissent dans chaque communauté les artisans, sur un mode démocratique, pour prendre les décisions relatives à la vie économique et sociale du projet. Des délégués issus des comités artisanaux participent chaque année à l'assemblée générale de Minka où se négocient les prix d'achat et la répartition des bénéfices entre les membres. Des bénéfices qui seront utilisés par les communautés locales, après débat démocratique, par exemple, à la construction de latrines, d'un pont facilitant le transport ou d'un local de séchage pour la laine.

Toujours dans l'esprit de contribuer au développement des producteurs locaux, Minka a opté ces dernières années pour la diversification et propose la commercialisation de nouveaux produits comme les huiles aromatiques ou les céréales traditionnelles (quinoa, kiwicha, etc.).

***LE TOURISME ÉQUITABLE
AU PÉROU***



Une vue du Machu Picchu - Crédit : Martin St-Amant

Le tourisme autrement

L'industrie mondiale du voyage explose : quelques millions de touristes dès l'après-guerre, plusieurs centaines de millions aujourd'hui et, selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, plus d'un milliard et demi en 2020, pour un chiffre d'affaires de deux mille milliards de dollars... Derrière les chiffres se cachent des réalités moins enthousiasmantes. Les principaux bénéficiaires (compagnies aériennes, tours opérateurs...) campent au Nord et le tourisme génère parfois nombre d'effets destructurants dans les pays du Sud : salaires extrêmement bas, prostitution et travail des enfants, pression sur les écosystèmes et destruction de l'environnement, etc.

Le tourisme équitable apporte des réponses satisfaisantes à ces problèmes et en minimise les impacts négatifs¹⁷.

Le Pérou offre une impressionnante diversité naturelle, culturelle et archéologique que les opérateurs touristiques rentabilisent à souhait : le secteur est d'ailleurs le troisième pilier de l'économie nationale. À côté des tours opérateurs classiques, de nombreux acteurs développent un tourisme qui adopte les principes du Comercio Justo. Ce tourisme alternatif respecte la vérité des prix, se construit en partenariat avec les populations locales d'accueil, lesquelles bénéficient d'une part équitable des revenus générés, et préserve au mieux les ressources naturelles, culturelles et sociales des territoires visités.

PACHAMAMA



L'équipe de Pachamama (CIAP) - Crédit : Ten Thousand Villages

Cette entreprise à caractère social a été mise en place par la CIAP (Centrale interrégionale des artisans péruviens), RELACC-Pérou et une douzaine d'associations de producteurs d'artisanats issus de quatre départements¹⁸. Pachamama, agence de tourisme alternatif dont le nom signifie « Mère Terre » pour les peuples andins, entend promouvoir un tourisme qui bénéficie directement aux populations locales et les intègre de manière participative au développement de l'activité tout en minimisant les impacts socioculturels.

L'opérateur propose à ses clients quatre types de circuits : classique, aventure, à la carte et alternatif. À travers ceux-ci, Pachamama souhaite aussi présenter les systèmes de production, les tâches quotidiennes, les coutumes et le mode de vie respectueux de l'environnement des différentes communautés locales partenaires et bénéficiaires.

L'intérêt du tourisme alternatif réside dans l'implication des populations et la découverte de leurs activités mais également dans le fait que les bénéfices engendrés par le tourisme contribuent à leur propre développement. Pachamama décline cette branche d'activités en trois axes perméables : l'écotourisme, le tourisme social et le tourisme culturel.

Pour en savoir plus :

<http://pachamama.ciap.org>

MINKA

La mise en valeur des artisans et de leur artisanat par le tourisme équitable est l'un des objectifs récents de Minka.

Depuis 2000, l'association sensibilise des voyageurs au commerce équitable du point de vue du producteur du Sud en organisant des visites culturelles des communautés d'artisans.

Des séjours qui, tout en renforçant les relations directes entre consommateurs et producteurs, augmentent les revenus de ces derniers grâce aux ventes directes d'artisanats et aux rétributions pour le logement, les repas ou les transports. Un apport utilisé pour améliorer les équipements et les infrastructures des communautés.



Rustic Oven pottery - Minka Fair Trade
Crédit : Trade Aid New Zealand



***LES AUTRES SYSTÈMES
DE CERTIFICATIONS
AU PÉROU***

LE COMMERCE DURABLE, C'EST QUOI ?

L'Institut International pour l'Environnement et le Développement a défini ainsi le commerce durable en 2000 :

Le commerce durable prend place lorsque les échanges internationaux de biens et de services génèrent des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux en conformité avec les quatre principes fondamentaux du développement durable :

- 1. Il crée de la valeur économique.*
- 2. Il réduit la pauvreté et l'inégalité.*
- 3. Il régénère les ressources environnementales.*
- 4. Il est mené dans le cadre d'une gouvernance caractérisée par l'ouverture, la transparence et l'imputabilité.*

Le commerce équitable et le bio sont des modèles spécifiques de commerce durable.

L'AGROFORESTERIE AU PÉROU

GROENHART / AIDER

Au début du XIX^{ème} siècle, les forêts tropicales couvraient une superficie de 16 millions de kilomètres carrés à la surface du globe.

Aujourd'hui, il en reste moins de la moitié. Chaque année, la déforestation détruit quelque 13 millions d'hectares dans le monde. A ce rythme, les forêts primaires d'Afrique, d'Asie du Sud-est et d'Amazonie auront disparu avant la fin du siècle.

Cette spirale de la destruction n'est pas irréversible. Depuis une vingtaine d'années, des initiatives sont mises en place pour développer des activités forestières et une économie du bois respectueuses de l'environnement et des besoins des populations locales. Ces nouveaux modèles de production sont aussi des opportunités de développement pour les communautés qui vivent de ces forêts dans les pays du sud.

Notre avenir dépend des forêts

La préservation des forêts tropicales n'est pas une lubie environnementaliste. La déforestation menace l'humanité de diverses manières. La destruction des zones boisées contribue à la désertification et réduit considérablement la fertilité des terres. Le manque de fertilisants naturels (humus) et la destruction des habitats de nombreuses espèces pollinisatrices obligent des millions de paysans dans le monde à recourir à des produits chimiques qui empoisonnent les terres et les rendent improductives en quelques années.

L'autre grande menace que la disparition des forêts primaires fait peser sur notre existence et celles des générations futures concerne le réchauffement climatique qui pourrait nous confronter d'ici quelques décennies à des périls que nous croyions avoir vaincus (exodes, pénuries, guerres, etc.). Or, les grandes forêts équatoriales contribuent à capturer le dioxyde de carbone, l'un des principaux agents responsables du réchauffement de l'atmosphère terrestre.

La préservation des forêts primaires n'est pas une lubie, c'est un moyen d'éviter le pire.



Forêt péruvienne - Crédit : Steve Goddard

Développement vertueux

Construction, mobilier, papier, carton, chauffage... nous ne pouvons nous passer du bois. Il ne s'agit donc pas d'en interdire l'usage ou la commercialisation mais plutôt d'étudier des modèles d'exploitation qui ne menacent ni les écosystèmes, ni les perspectives de développement des communautés forestières. Initiative la plus connue, le Forest Stewardship Council (FSC) a été créé en 1993 par des propriétaires forestiers, des industriels, des organisations sociales et des associations de protection de la nature pour promouvoir la gestion responsable des forêts partout dans le monde. Pour ce faire, le FSC a identifié une série de critères environnementaux, sociaux et économiques que doivent respecter les exploitants (et les intermédiaires) qui souhaitent bénéficier du label FSC. Attribué au terme d'un audit mené par un organisme indépendant, ce label garantit au consommateur que le papier ou les matériaux en bois qu'il souhaite acheter proviennent bien de territoires gérés durablement.

Accompagner la croissance

Compte tenu des prix plus élevés pratiqués sur les marchés pour l'achat de bois certifié, le fait d'opter pour le FSC s'avère généralement rentable pour les producteurs. Mais, condition nécessaire, l'obtention du précieux label n'est pas toujours suffisante pour les petites exploitations forestières qui souhaitent tirer profit des efforts consentis pour obtenir cette certification. Encore faut-il disposer des moyens pour organiser et développer la commercialisation du bois produit dans le respect de ces normes durables.

Aux côtés des producteurs péruviens

En 2005, les indigènes Shipibo Conibo furent les premiers au Pérou à obtenir le label FSC. Mais cette certification n'a pas eu les effets économiques attendus, et ce pour plusieurs raisons. En premier lieu, les responsables locaux manquaient des compétences indispensables pour négocier correctement leur production sur les marchés. D'autre part, le bois produit par ces communautés de la région d'Ucayali, en bordure de l'Amazonie, ne répondait pas aux exigences des acheteurs tant au niveau de la qualité qu'en termes de quantité. Enfin, limitée aux premiers maillons de la chaîne globale de production-commercialisation, leur intervention dans la filière générerait peu de valeur-ajoutée et une part très modeste des marges bénéficiaires d'ensemble. Pour remédier à ces problèmes, Groenhart, une ONG belge spécialisée dans la préservation des ressources naturelles, s'est rapprochée d'AIDER (Asociacion para la Investigacion y el Desarrollo Integral), une association péruvienne de soutien aux communautés rurales, afin de permettre aux indigènes Shipibo Conibo de tirer profit de leur engagement en faveur d'une gestion durable de la forêt.



Les bucheiros Shipibo Conibo
Crédit : Groenhart

Un modèle de commerce durable

En collaboration étroite avec les responsables des communautés indigènes, Groenhart et AIDER ont conçu et mis en place en 2009 un projet intégré qui vise à implémenter un modèle productif durable et local permettant d'accroître la rentabilité des activités de la filière. Une première série d'actions est consacrée au renforcement des capacités des communautés en matière d'exploitation et de transformation, de sorte qu'elles puissent répondre aux attentes des acheteurs du marché en termes de volume et de qualité.

Le deuxième axe du projet verra la construction d'un centre de stockage à l'intérieur duquel le bois pourra être entreposé, séché, débité et transformé avant d'être expédié pour livraison. L'implantation de ce site de traitement du bois permettra d'internaliser une part significative de la valeur ajoutée du produit final.

Par ailleurs, des moyens spécifiques sont mobilisés pour renforcer les capacités organisationnelles et administratives des communautés. Cette troisième catégorie d'activités est mise en œuvre dans le cadre d'ateliers qui permettent d'évaluer et de développer les compétences entrepreneuriales des équipes chargées du suivi des ventes.

Enfin, quatrième axe du projet, un modèle commercial durable que les communautés pourront s'approprier est mis en place.

Apprendre du monde

Soutenu par le Trade for Development Centre de la CTB, l'Agence belge de développement, ce projet va permettre aux indigènes Shipibo Conibo de s'organiser en pôle de production intégré et de traiter avec le reste du monde dans les meilleures conditions.

Maîtrise des techniques modernes de production et de commercialisation, gestion durable des forêts et des ressources naturelles, investissement en faveur du développement local et du bien-être des populations.

Le commerce durable permet de conjuguer progrès humain et avenir préservé.

Pour en savoir plus :

www.groenhart.be

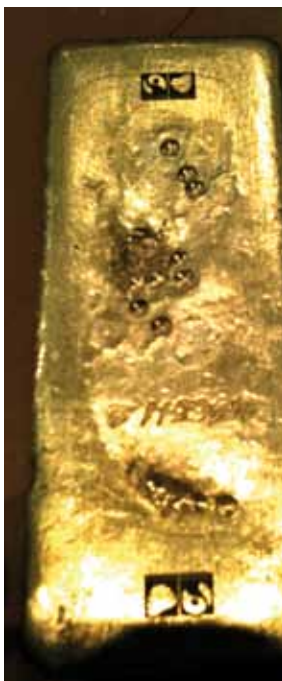
www.aider.com.pe

www.fsc.be

SOTRAMI

L'OR CERTIFIÉ ÉQUITABLE ET DURABLE

Lingot d'or certifié Fairtrade - Crédit : MERG



L'objectif est clair : il s'agit de «développer l'équité et le bien-être des communautés des exploitations minières artisanales de petite échelle par l'amélioration des pratiques professionnelles, sociales et environnementales, par la bonne gouvernance et la mise en place de pratiques de restauration des écosystèmes.»²⁰



Du sang sur le trésor

Dans le monde, près de 15 millions de personnes travaillent dans le secteur de l'extraction aurifère au sein d'exploitations minières artisanales de petites tailles, en particulier en Amérique latine et en Afrique. Accidents, empoisonnements, exploitation des enfants, contrebande, violences, environnement dégradé,... les conditions de travail de ces mineurs sont généralement épouvantables et les pratiques commerciales des intermédiaires traditionnels condamnent souvent ces ouvriers et leurs familles à la pauvreté et à la misère. L'Organisation Internationale du Travail a ainsi indiqué que les risques d'accidents étaient six fois plus élevés dans ces mines de petite taille que dans les exploitations industrielles à grande échelle. L'OIT souligne en particulier les menaces que fait peser l'exposition quotidienne aux nombreux produits toxiques utilisés sur ces sites (acide nitrique, mercure et cyanure) sur la santé des mineurs et de leurs familles ainsi que sur l'environnement et les ressources naturelles (eau, récoltes, etc.)¹⁹.

Changer la donne

Fondée en 2004 par un réseau d'organisations indépendantes, l'Alliance pour une Exploitation Minière Responsable (Alliance for Responsible Mining - ARM) a été créée pour changer cette triste réalité et offrir des perspectives de développement et de justice aux quelques 100 millions de personnes qui vivent directement ou indirectement de cette activité d'extraction artisanale.

Entre 2008 et 2009, l'ARM et Fairtrade International, la célèbre fédération des organisations de labellisation (qui gère en particulier le label équitable Fairtrade Max Havelaar) ont travaillé de concert pour établir et formaliser le premier label Fairtrade et Fairmined Gold qui certifie le caractère équitable d'une production d'or.

Ce nouveau label repose sur le respect de 5 grands principes²¹ :

1. Un prix d'achat minimum garanti pour les organisations de mineurs fixé à 95% du prix du marché (établi par la London Bullion Market Association - LBMA), alors qu'actuellement ce produit est acheté entre 30 et 85% de ce prix.
2. L'attribution pour les organisations certifiées d'une prime sociale (Fairtrade Premium, équivalent à 10% du prix fixé par la LBMA) et d'une prime supplémentaire de 5% si l'or vendu respecte des critères écologiques stricts (sans traitement chimique).
3. La gestion par les organisations de mineurs des procédures de commercialisation qui permet à ces derniers de mieux négocier leur production, voire de la préfinancer.
4. Les sites miniers certifiés doivent recourir à des pratiques sécurisées et responsables pour la gestion des produits chimiques toxiques utilisés pour la récupération de l'or. L'utilisation de ces produits doit être limitée au strict minimum avec comme objectif leur élimination totale des processus de production. Les organisations de mineurs qui récupèrent l'or sans utiliser ces produits (par des moyens mécaniques) reçoivent une prime écologique spéciale.
5. L'or certifié Fairtrade et Fairmined ne contribuera pas aux conflits ou à la violence. Au contraire, la présence d'organisations certifiées dans les zones de conflit aide à l'instauration de la paix par la stabilisation économique, la traçabilité et la transparence des ventes d'or certifié.



La mine de Sotrami - Crédit : Fairtrade Foundation

SOTRAMI SA – Sociedad de Trabajadores Mineros **Les lingots d'or certifiés du Pérou**

Dans les années 1980, à Santa Filomena, dans le désert d'Atacama (département d'Ayacucho), des familles de petits agriculteurs fuyant la guerre civile se réfugient dans d'anciens sites miniers abandonnés. Commence alors une exploitation informelle, dangereuse, nocive (à cause des vapeurs de mercure) et où le travail des femmes et des enfants n'est pas rare. Avec des coûts sociaux et environnementaux élevés, mais une faible rentabilité²².

En une dizaine d'années, l'exploitation sauvage s'est transformée en une véritable entreprise minière sur une concession de près de mille hectares où sont extraient chaque mois entre 10 et 15 kilos de métal jaune.

L'entreprise, qui prône «une exploitation minière à visage humain»²³ dispose aujourd'hui de sa propre usine de transformation et s'est doté de technologies modernes comme les pompes à air pour la mine ou les foreuses pneumatiques ; un treuil hisse le minerai et libère ainsi les mineurs d'un transport éprouvant.

Grâce aux efforts menés tout au long de ces années pour répondre aux exigences équitables, la SOTRAMI est depuis la fin du mois de juillet 2011 la deuxième exploitation minière à obtenir le label international Fairtrade Fairmined pour sa production aurifère (après la coopérative minière de Cotapata, dans la province de La Paz en Bolivie).

Au niveau social, d'énormes progrès ont été réalisés au bénéfice des quelques 500 familles qui dépendent directement et indirectement de l'activité minière : le travail des enfants a été supprimé, les mineurs et les employés disposent d'une assurance maladie professionnelle. L'entreprise fournit à prix réduit le village en électricité et en eau et offre à tous l'accès à l'éducation et aux soins de santé. L'entreprise a créé une zone d'habitation excentrée plus saine et a pris en charge une partie de la réinstallation des familles.

Esperanza Nueva, l'association des femmes de mineurs

Elles sont «pallaqueras». Elles récoltent et trient le minerai en surface pour en récupérer les éléments précieux qu'elles revendent à l'entreprise SOTRAMI, ce qui génère des revenus complémentaires pour leur famille. En 2003, elles ont fondé une association, Esperanza Nueva, pour organiser au mieux la répartition du travail entre les 180 membres et veiller un maximum à la sécurité des pallaqueras (exigences en matière d'équipement et de matériel). L'association organise aussi une crèche où les membres peuvent déposer leurs jeunes enfants le temps de la récolte et du tri journalier.

Pour en savoir plus :
www.communitymining.org

CONCLUSION

Dans tous les pays en voie de développement, le commerce équitable et durable offre des revenus plus stables et souvent plus élevés à des centaines de milliers de travailleurs précaires. Un cocktail éthique qui transforme les communautés locales et leur donne les moyens d'un développement socioéconomique certain : accès à l'éducation et aux soins de santé, offre en formations, construction de bâtiments et d'ateliers pour la collectivité, etc.

Au Pérou, les ressources naturelles ne manquent pas et les chiffres font l'éloge d'une économie bien portante : pays émergent en devenir, économie ouverte, taux de croissance élevé, ... Mais l'arbre cache souvent la forêt. Sur les près de 30 millions d'habitants, la moitié vit sous le seuil de pauvreté et 8%, soit plus de deux millions, survivent avec un peu plus d'un dollar par jour. Pour beaucoup d'entre eux, l'économie équitable apporte une solution ou un espoir de solution.

La guérilla communiste du Sentier lumineux des années 80 et les affrontements avec l'armée ont plongé le monde rural dans la terreur durant plus de dix ans, engendrant des mouvements de migration et de nouvelles communautés sans terre et sans ressources. Parfois, le commerce équitable et durable leur a porté secours en soutenant des initiatives minières ou agricoles. Comme il a détourné, en offrant une alternative crédible, des milliers de paysans de la culture illicite de la coca.

La préservation de la biodiversité est au cœur de la plupart des projets de commerce équitable péruviens. Pour protéger les hommes, leur culture et leurs coutumes ancestrales ; des identités mises à mal par l'industrialisation de l'artisanat local. Pour protéger leurs espaces de vie, des biotopes parmi les plus riches de la planète, menacés par la déforestation.

Enfin, au Pérou (et en Amérique latine en général) plus qu'ailleurs, des liens étroits unissent les acteurs du Comercio Justo au secteur de l'économie solidaire. Une alliance aux accents politiques qui traduit la volonté de développer le commerce équitable Sud-Sud et de minimiser la dépendance aux pays importateurs, essentiellement occidentaux.

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- 1 Sources : <http://fr.wikipedia.org> ; www.memo.fr ; www.diplomatie.gouv.fr
- 2 Sources : www.awex.be et www.diplomatie.gouv.fr
- 3 Intégré depuis lors à WFTO Europe
- 4 Source : www.ifat-la.org
- 5 Source : www.wfto.com
- 6 Source : www.clac-comerciojusto.org
- 7 Source : Arnaud Deharte, «Fait au Guatemala», 9 mai 2011 - <http://faitauguatemala.blogspot.com>
- 8 Source : <http://fairtrade.socioeco.org>
- 9 Source : www.relacc.org/relacc.html
- 10 Source : <http://agritrade.cta.int/fr>, site du commerce des produits agricoles des pays ACP
- 11 Source : Étude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, Étude de cas de l'organisation de producteurs : COCLA, Pérou, Lise Duval, Oréade-Brèche, 2007.
- 12 Source : www.oxfammagasinsdumonde.be
- 13 Source : www.ethiquable.coop
- 14 Sources : www.candelaperu.net ; www.ethiquable.coop ; www.altereco.com
- 15 Source : www.fairtrade.org.uk
- 16 Source : <http://minkafairtrade.com> ; Les artisans au Nord et au Sud, qui sont-ils ? Étude de cas et témoignage en Belgique et au Pérou, Véronique Porot, Oxfam – Magasins du monde 2009, www.omdm.be
- 17 Le tourisme équitable et solidaire, Trade for Development Centre, CTB 2009, www.befaire.be
- 18 Source : <http://pachamama.ciap.org>
- 19 Source : Kara Gammell, The Telegraph, «Gold: you can now buy Fairtrade bullion and jewellery», 14 Février 2011 - www.telegraph.co.uk/finance/personalfinance/investing/gold/8323260/Gold-you-can-now-buy-Fairtrade-bullion-and-jewellery.html
- 20 Source : www.communitymining.org
- 21 Source : ARM - FLO, «FLO and ARM create historic partnership for gold from artisanal and small scale miners by launching Fairtrade and Fairmined gold standards», 17 mars 2010
- 22 Source : www.communitymining.org
- 23 Source : «Pérou : une entreprise minière «éthique» vend de l'or équitable !» - Ekitinfo - 22 juillet 2011
www.ekitinfo.org/journal/perou-une-entreprise-mini-ere-ethique-vend-de-lor-equitable

LE TRADE FOR DEVELOPMENT CENTRE

Pour le **Trade for Development Centre**, programme de la CTB (l'Agence belge de développement), les commerces équitables et durables peuvent être des outils de réduction de la pauvreté, et des leviers de développement.

Le centre a pour objectif l'émancipation économique et sociale des petits producteurs du Sud, à travers leur professionnalisation et l'accès aux marchés, que ces derniers soient locaux, régionaux ou internationaux.

Pour se faire nous avons développé les activités suivantes :

> Appui aux producteurs

Programme d'appui financier

Le Trade for Development Centre soutient les producteurs marginalisés, les micro et petites entreprises ainsi que les projets d'économie sociale actifs dans le commerce équitable ou durable.

Il finance différentes activités permettant d'augmenter leurs capacités et leur accès au marché : création de nouveaux produits, introduction de systèmes de contrôle de la qualité, obtention d'une certification, formations (en gestion, marketing...), participation à des foires commerciales...

Activités d'appui à la commercialisation

Le TDC est un centre d'expertise en « marketing & ventes » et un organe d'appui concret aux projets de la CTB liés directement ou indirectement à la commercialisation de produits et/ou services :

- Conseil stratégique en business et marketing
- Information et analyse de marchés
- Coaching en marketing & ventes

> Diffusion d'information et plate-forme d'échange

Via son site Internet, sa newsletter et différentes publications, le Trade for Development Centre veut apporter aux consommateurs, pouvoirs publics, producteurs et autres acteurs économiques, une information la plus objective possible sur les différents labels, systèmes de garantie de commerce équitable et durable. Il contribue aussi aux débats pour une gestion des ressources naturelles et un commerce plus respectueux de l'être humain et de son environnement.

Le Centre participe activement à différentes plates-formes d'échange entre acteurs concernés, notamment la plate-forme belge d'appui au secteur privé « Entreprendre pour le développement ».

> Sensibilisation

Le TDC met en place des campagnes de sensibilisation à destination des consommateurs (Semaine du commerce équitable), des acteurs économiques et des pouvoirs publics belges.

BUILDING A FAIR WORLD

**CTB - AGENCE BELGE DE DÉVELOPPEMENT
TRADE FOR DEVELOPMENT CENTRE**

**RUE HAUTE 147
1000 BRUXELLES
T +32 (0)2 505 19 35
WWW.BTCCTB.ORG
WWW.BEFAIR.BE**

**LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be**